

La crise financière mondiale et les femmes d'Afrique occidentale: impacts et réponses politiques*

Dzodzi Tsikata¹

L'impact de la crise sur les droits des femmes: les perspectives sous-régionales

Préambule

Cette série d'articles intitulée *L'impact de la crise sur les droits des femmes*, publiée par l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID), expose les perspectives sous-régionales sur les impacts de la crise économique actuelle sur les droits des femmes. Ces analyses ont été développées par des spécialistes et des activistes des droits des femmes afin de promouvoir des débats sur les décisions prises en réaction à cette crise. La série présente également des études en profondeur (une analyse interrégionale, une étude portant sur le nouveau scénario mondial, et une étude des réponses à la crise depuis une perspective féministe).

Cette série d'analyses constitue une ébauche qui a pour but de contribuer à l'identification des défis, des réactions potentielles et de faire des propositions depuis la perspective des droits des femmes. Ces articles se basent sur différentes réalités et impacts que la crise a dans diverses régions du monde. Les analyses ont également pour but de contribuer à promouvoir des réactions face à la crise qui prennent en compte l'égalité des genres et les droits des femmes et de promouvoir une transformation intégrale du système international afin qu'il soit plus inclusif et démocratique. Différentes régions soulèvent des préoccupations semblables, ce qui reflète des défis communs en ce qui concerne les droits des femmes de par le monde.

La crise actuelle est une crise systémique, composée de plusieurs crises enchevêtrées: la récession économique mondiale, la crise du changement climatique, la crise des prix des aliments, et la crise énergétique. Toutes ces composantes contribuent à augmenter la pauvreté

* Original en anglais.

¹ Dzodzi Tsikata est une chercheuse supérieure pour l'Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER), elle occupe le poste d'administratrice générale au Centre for Gender Studies and Advocacy (CEGENSA) de l'Université du Ghana et fait partie du Comité directeur du Network for Women's Rights in Ghana (NETRIGHT).

et l'inégalité dans différentes parties du monde, sans oublier les impacts du VIH. D'autre part, les traditionnelles relations de pouvoir entre acteurs internationaux sont en plein changement, les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), ou « pays à revenu intermédiaire » assument la grande partie du pouvoir (le Brésil et la Chine sont devenus des créanciers des États-Unis, des investisseurs importants du Fonds Monétaire International et tous les deux détiennent l'une des plus importantes sources de réserve du monde). La situation actuelle, qui est le résultat d'un système capitaliste de libre marché agressif développé durant la dernière décennie, demande une remise en question des modèles de développement dominants ainsi que des solutions considérées alternatives.

La crise n'est pas nouvelle pour la plupart des pays en développement, ceux-ci ont dû faire face à des crises dans les années 70, 80, 90 et au début des années 2000. Par contre, la crise actuelle a atteint des proportions mondiales lorsqu'elle a affecté les économies hégémoniques et leur rôle à l'échelle mondiale. Elle a également mis en évidence l'interconnexion entre les diverses réalités auxquelles font face les pays au sein de la mondialisation.

La crise systémique impose un défi de taille aux gouvernements, aux donateurs et à tous les acteurs et actrices du développement ainsi qu'aux activistes et aux décideurs qui doivent réinventer le système à long terme et réduire les impacts négatifs à court et à moyen terme. C'est pourquoi, comme plusieurs le préconisent, la crise représente également une opportunité historique de faire preuve d'audace et de créativité pour ainsi tenter de réparer les torts qu'a causé le système néolibéral. Puisque la crise est maintenant le moteur qui influence de nombreux choix liés au développement (de la dimension locale à la globale), et qu'elle va déterminer les approches sur le développement durant les années à venir, le rôle des femmes et l'égalité des genres en tant qu'objectifs centraux ne doivent plus être négligés. Non seulement parce que les femmes sont parmi les plus lourdement touchées par les impacts de cette crise, mais également parce qu'elles constituent des acteurs clé du développement dans la plupart des communautés de la planète, par leur légitimité et parce qu'elles occupent une position vitale qui leur permet de proposer des approches efficaces dans le but d'atténuer les impacts de la crise, pour promouvoir le respect des droits humains, la soutenabilité environnementale et les engagements pour le développement au niveau mondial.

Pour la préparation à la Conférence de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (New York, du 24 au 26 juin 2009), le *Women's Working Group on Financing for Development* (WWG) a fait part des inquiétudes au sujet des impacts de la crise sur les droits des femmes², et a été très actif et engagé dans la promotion du rôle central de l'ONU en tant qu'institution légitime pour délibérer sur la crise depuis une approche multilatérale réellement inclusive.³

2 Voir l'énoncé: *The G20 committed to save the global economy at the cost of women*, 17 novembre 2008, 11e forum international de AWID à [http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/(language)/eng-GB)

3 *Women's Working Group on Financing for Development*, énoncé provenant de la deuxième consultation des femmes tenue par WWG on FfD à New York du 24 au 26 avril 2009 à <http://www.awid.org/eng/About-AWID/AWID-News/A-call-for-structural-sustainable-gender-equitable-and-rights-based-responses-to-the-global-financial-and-economic-crisis>



Les solutions proposées par les mêmes acteurs qui ont causé la débâcle financière et économique sont inacceptables. Elles doivent être le résultat de processus où les gouvernements et la société civile puissent s'engager dans des dialogues enrichissants qui rendent la prise de décision plus adéquate aux besoins des personnes et plus respectueuse vis-à-vis des droits humains. La société civile et les gouvernements de tous les pays, dont ceux en développement, devraient être les acteurs centraux de ce processus de discussion sur la politique mondiale. Les espaces multilatéraux au sein de l'ONU sont les plus égalitaires et inclusifs du système international; ce sont aussi les seuls espaces de prise de décision qui assurent la participation des pays en développement et des acteurs provenant de la société civile.

Elles doivent s'appuyer sur des analyses qui permettent de déterminer l'influence des tendances sur les communautés et leur impact sur les femmes, ainsi que les différents territoires et groupes sociaux. Les réussites du développement social des deux dernières décennies, aussi limitées soient-elles sont actuellement en péril si l'essentiel des solutions face à la crise est uniquement porté sur la croissance de l'économie et un retour aux anciennes pratiques telles qu'on les connaît. C'est pourquoi les engagements face à la crise envers les droits des femmes et l'égalité des genres pris par les gouvernements et autres acteurs comme la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la plateforme d'action de Pékin en 1995 et les Objectifs du Millénaire pour le Développement doivent être remis en question.

C'est dans cet esprit que les auteurs des articles de cette série ont accepté le défi d'étudier les réponses aux questions suivantes:

- Considérant la diversité des situations dans lesquelles vivent les femmes, quels sont leurs principaux défis dans votre sous-région dans le contexte de la crise actuelle?
- Pouvez-vous identifier des actions concrètes ou initiatives (réactions à la crise) qui ont déjà connu des répercussions négatives et/ou positives sur la vie des femmes?
- Est-ce que les groupes de femmes de votre région font face à une discrimination croissante en lien direct ou indirect avec la crise financière?
- Si les mesures de stimulation n'incluent pas la perspective des droits humains et de l'égalité, existe-t-il des alternatives permettant de réformer ces mesures afin de les inclure?
- Si les gouvernements ou organismes régionaux n'ont toujours pas mis en place des mesures de stimulation ou des interventions concrètes face à la crise : quel sera selon vous l'impact de la non-confrontation de la crise à moyen terme au niveau national et régional?
- Quels sont les potentiels impacts prévus pour les femmes de votre région dans le contexte d'une récession mondiale? Quelles sont les plus grandes faiblesses de la région en rapport avec la crise économique?
- La Commission Stiglitz de l'ONU⁴ et le G-20 essaient d'identifier les initiatives internationales qui ont pour but de réduire l'impact de la crise sur le développement. Croyez-vous que ces initiatives mondiales prennent en considération les défis auxquels les femmes sont confrontées?
- Quelles sont les façons d'aider les femmes de votre région face à la crise?

⁴ Voir l'énoncé de *Women's Working Group on Financing for Development Statements* sur la Commission Stiglitz à [http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/(language)/eng-GB) et les recommandations Stiglitz à <http://www.un-ngls.org/spip.php?page=cfr>

L'analyse des réponses à la crise requiert une nouvelle compréhension du rôle de l'État et de comment ce nouveau rôle affecte les femmes, en particulier par le biais de l'actuelle crise de l'économie de soins, (en relation avec le rôle clé de reproduction que jouent les femmes soutenant ainsi le système économique actuel à leur propre péril), mais également par rapport au risque qu'encourt le travail décent. Lorsque le rôle de l'État était réduit, une quantité de fonctions sociales, comme la santé, les soins aux enfants et l'éducation, étaient assurées par les femmes, habituellement ceci venait s'ajouter à leur travail rémunéré. Par conséquent, les femmes ont assumé les conséquences de la réduction de l'État, de façon disproportionnée, en particulier parce qu'elles assurent l'accomplissement de droits économiques et sociaux (tels que l'hébergement, la santé et l'éducation).⁵

Si une nouvelle ère post néolibérale est en train d'émerger, le nouveau système international devrait se construire sur la base des expériences communautaires, nationales, régionales et mondiales des différents acteurs du développement et à partir des demandes des droits des femmes. Cette lutte de longue haleine devrait faire l'objet d'une réinterprétation et être vastement communiquée afin de promouvoir des réponses alternatives à la crise.

Aujourd'hui, nous demandons des réactions holistiques à la crise systémique. Dans ce sens, nos propres efforts (parmi les mouvements et organisations de femmes) pour créer des discours alternatifs et avoir une influence sur le système international, devront se baser sur différents types de connaissances (informelles et formelles). Notre discours alternatif doit également se baser sur une approche holistique/transversale, en assurant un espace d'expression pour les groupes les plus exclus et en promouvant une transformation profonde du système en crise.⁶

L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID)

Copyright ©L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID), Octobre, 2009

Auteur: Dzodzi Tsikata

Coordination: Cecilia Alemany

Édition: Christine Blais et Victoria Whitelaw

Traduction: Adrienne Beaudry et Victoria Whitelaw

Édition: Elodie Martinez

Production: Michele Knab

Conception et disposition: Miriam Amaro (sicdos.org.mx)

⁵ HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

⁶ HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

1. Introduction

La crise mondiale s'est répandue à travers l'Afrique subsaharienne par le biais des différents rapports économiques que le continent entretient avec d'autres régions du monde, ainsi que par le climat d'insécurité généralisé qu'elle engendre. Avant la survenue de la crise financière en Afrique subsaharienne, la région connaissait une croissance économique sans précédent depuis plus de dix ans, qui est maintenant menacée. Par exemple, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA) souligne dans un récent rapport, que le taux de croissance économique moyen de 5% et la très faible inflation depuis l'an 2000, sont maintenant en danger (CENUA, 2009)⁷. Puisque nombre d'Africains n'ont cependant pas connu le fruit de cette croissance, il est difficile d'implanter l'idée d'un avenir positif, surtout avec la menace émergente. La croissance économique des derniers dix ans était spectaculaire par rapport à la croissance des années 80 et 90. Pour la majorité des économies d'Afrique de l'Ouest, cette croissance a été rendue possible grâce à la clémence du temps, à la stabilité des prix des produits et des importations de pétrole, à la stabilité relative macro-économique résultant des réformes, aux apports substantiels de l'aide économique et à la réduction de la dette, ainsi que grâce à l'expansion de l'activité minière, de la construction et du tourisme. Pour le Nigeria, l'augmentation de la production de pétrole a été un facteur important, alors que pour la Côte d'Ivoire, le Liberia et la Sierra Leone, ce sont le rétablissement de la paix et l'amélioration de la stabilité qui ont fait la différence (ONU, 2009; Ackah et autres auteurs, 2009). Ceci soulève des questions au sujet de la durabilité de la croissance. De plus, ceci ne s'est pas traduit par des changements structurels dans le caractère agraire des économies africaines ou dans leur dépendance aux produits. Il n'y a pas eu non plus de création d'emplois décents accompagnés d'une sécurité sociale. Au contraire, les politiques de libéralisation

de l'économie ont provoqué une croissance fulgurante des économies parallèles, dont les emplois sont aussi incertains que pré-caires, ayant eu pour effet de creuser l'écart entre les revenus (Tsikata, 2009).

Les répercussions constatées et anticipées de la crise doivent donc être comprises dans le contexte d'une situation déjà difficile. En 2008, deux nouveaux enjeux mondiaux ont aggravé la situation: une crise alimentaire et une crise énergétique provoquant une pénurie de denrées, l'augmentation du prix des aliments et la montée en flèche du prix du pétrole. L'ONU estime que depuis 2006, 125 millions de personnes de pays en voie de développement ont connu la pauvreté extrême depuis la flambée mondiale des prix des denrées (Nations Unies, 2009). Dans la seconde moitié de 2008, les émeutes de la faim ont mis en relief la gravité de la crise. Les pays d'Afrique de l'Ouest sont loin d'y être étrangers, des émeutes ont eu lieu au Sénégal, en Guinée, à la Mauritanie, au Burkina Faso, à la Côte d'Ivoire et au Cameroun (Kamata, 2009).

Il n'est pas surprenant que l'ONU ait déclaré que, depuis la crise financière, les économies en voie de développement « se détériorent rapidement, y compris celles qui ont récemment connu de fortes performances économiques. » (Nations Unies, 2009). Le fait que la crise affecte tous les pays de l'Afrique subsaharienne, indépendamment de leur performance économique, indique que le problème dépasse les défaillances politiques (CENUA, 2009).

L'impact de la récession mondiale sur un individu de l'Afrique de l'Ouest dépendra de la position de cet individu dans l'économie et la société de son pays. Il est toutefois vrai que certains groupes sociaux sont plus touchés que d'autres dans la région. Ces groupes comprennent les familles en difficulté dans

⁷ Les flux nets de capitaux privés vers l'Afrique ont passé de 17,1 milliards USD en 2002 à 81 milliards USD en 2007

les régions rurales et urbaines et dans les zones agro-climatiques austères; les agriculteurs vivriers, notamment dans les fermes de petite envergure ou les fermes familiales; les travailleurs et travailleuses de l'économie parallèle, les personnes au chômage, notamment les jeunes ayant abandonné leurs études. Ces groupes constituent la majorité de la population d'Afrique oc-cidentale et sont composés en grande partie de femmes.

Les inégalités dans la division du travail rémunéré et non rémunéré, la séparation des marchés du travail en fonction des hommes et des femmes et les inégalités dans l'accès et le contrôle des ressources – notamment pour les terres, le capital et la main-d'oeuvre – font en sorte que de nombreuses femmes d'Afrique de l'Ouest sont particulièrement vulnérables à de telles crises. Les agricultrices vivrières et les femmes du commerce de petite échelle et du secteur du service de l'économie parallèle forment une grande partie des plus démunies. Elles n'ont généralement pas de réserves financières ou autres ressources qui les aideraient à traverser le ralentissement économique mondial. Ces femmes et leur famille, particulièrement si elles sont responsables de leur famille, risquent de s'enliser plus profondément dans la pauvreté. Nos expériences passées nous ont montré que les crises touchent souvent les femmes différemment et plus sévèrement, mais que ce sont les mauvaises politiques d'atténuation de la crise qui leur portent véritablement atteinte.⁸ Ainsi, les diverses analyses de la crise doivent tenir compte qu'une politique n'est jamais ressentie uniformément.

Cet article traitera des impacts observés et prévus de cette triple crise – financière, alimentaire et énergétique – sur les femmes d'Afrique occidentale. On analysera certaines politiques élaborées en réponse à cette crise pour ensuite donner des recommandations durables, favorisant le développement et l'égalité hommes-femmes, afin de résoudre cette crise.

2. Le contexte des crises d'Afrique de l'Ouest

Tout comme le reste du continent, l'Afrique de l'Ouest a connu des décennies de crises économiques, sociales et politiques de faible intensité même avant la crise mondiale actuelle. Les économies continuent d'être fondamentalement instables et non viables puisqu'elles sont dépendantes de l'exportation d'un ou de deux produits primaires, qu'elles sont endettées, et qu'elles sont tributaires de l'aide internationale. Ainsi, ces économies ont connu nombre de crises économiques cycliques attribuables à la chute des prix de vente des produits (cacao, café, coton, arachides, or, diamant, manganèse, bauxite, uranium et, dans le cas du Nigeria, le pétrole) et à leurs difficultés à rembourser leurs dettes (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement- CNUCED, 2008). Par ailleurs, d'autres facteurs viennent empirer la situation: la majorité des pays africains moins développés se trouvent en Afrique de l'Ouest⁹, et possèdent de vastes régions frappées par des périodes de sécheresse et d'inondations qui provoquent des pertes en vies humaines, des dégâts matériels au niveau des terres et du bétail, ainsi que des déplacements de population. Il en résulte qu'une grande partie de la population de la région est touchée par une pauvreté endémique et chronique.

Pour plusieurs pays de la sous-région, ces difficultés ont été exacerbées par des conflits civils. Le Liberia et le Sierra Léone, par exemple, sortent tout juste de longues décennies de guerres civiles dévastatrices, qui ont éga-

⁸ Des études sur les impacts des crises économiques et des politiques de libéralisation économique depuis les années 70 ont montré que les inégalités entre hommes et femmes envers l'accès et le contrôle des ressources et les moyens de subsistance (perspectives d'emploi) ont tendance à être aggravées par la crise, à moins que des politiques économiques et sociales suffisamment fortes soient instaurées pour atténuer ces impacts (Tsikata et Kerr, 2000).

⁹ Seuls trois des quinze membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest - CEDA - le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire – sont des PMA (Pays les moins avancés).



lement affecté la Guinée, le pays voisin. La Côte d'Ivoire, quant à elle, s'efforce toujours de réconcilier ses régions du nord et du sud pour mettre un terme à la guerre civile. Des conflits civils localisés au Nigeria, en Guinée, au Ghana et au Sénégal éclatent périodiquement. Ces conflits ont détruit maintes vies et propriétés, causant d'importants déplacements de personnes et perturbant des moyens d'existence déjà fragiles. Les conflits ont également eu un impact sur la sécurité personnelle et sociale partout dans la sous-région d'Afrique occidentale à cause d'une prolifération d'armes de petit calibre que des groupes sociaux mécontents ont employées pour régler des conflits localisés de longue date ou pour réaliser des vols à main armée. Au cours de la réunion annuelle de la Banque africaine de développement à Dakar, en 2009, il a été exprimé que les pays nouvellement sortis d'un conflit affronteraient moins bien la crise étant donné leur plus grande fragilité structurelle et leur absence de marge de manœuvre dans la gestion de la crise (Réseau d'Information régionale intégrée des Nations Unies - IRIN, 2009).

Il est reconnu que la crise alimentaire – précédant la crise financière – est attribuable à de nombreuses années de désintérêt à l'égard des cultures vivrières, ce qui a fait de nombreux pays d'Afrique occidentale des importateurs nets de nourriture¹⁰. Ceci, en dépit de l'augmentation de la production des cultures¹¹. Depuis les années 80, et leur politiques d'ajustement structurel, les cultures destinées à l'exportation ont bénéficié d'un soutien des autorités, contrairement aux cultures vivrières. L'autosuffisance alimentaire n'était pas considérée comme un objectif politique en soi puisque, après tout, les bons revenus des exportations pouvaient facilement assurer l'achat de vivres et d'autres biens. Des mesures telles que la libéralisation des importations et l'élimination des subventions sur les investissements agricoles se sont fait ressentir sur la production d'aliments. De plus, le délaissement des infrastructures nécessaires à la

production d'aliments (comme les entrepôts, les marchés, les routes et autres) a affecté la production de nourriture et a contribué à la paupérisation des agriculteurs vivriers et des commerçants d'Afrique de l'Ouest, dont la majorité sont des femmes. Certains problèmes relatifs à la propriété foncière, qui ont également contribué à la crise alimentaire, ont été ignorés, tels que le manque de terres cultivables, la résolution des différents usages concurrentiels de la terre, le prix exorbitant des terres, des incertitudes par rapport aux baux de propriétés et des inégalités entre les genres et les générations par rapport au contrôle de la terre qui représentent des problèmes de longue date pour la production d'aliments et la sécurité alimentaire. Plus récemment, des grandes étendues de terre au Ghana et dans d'autres pays ont été réquisitionnées par des multinationales pour la production de biocarburants (West Africa Observer, 2009, p. 11). Alors qu'à court terme la production de biocarburants peut faire croître les revenus, elle provoquera des problèmes de sécurité alimentaire à moyen et à long terme s'ils ne sont pas considérés. Les problèmes liés à l'agriculture vivrière se sont traduits par l'augmentation des dépenses liées aux importations d'aliments. Ainsi l'alimentation des Africains de l'Ouest autrefois diverse constituée de tubercules, de cultures arbustives, de légumes et de céréales a été graduellement remplacée par du riz et du maïs importés.

La crise alimentaire se poursuit. Certains rapports sur la situation alimentaire prouvent que les prix sont exceptionnellement élevés pour le millet, le sorgho et le maïs au premier trimestre 2009 avec des augmentations variant de 15% et 35%. Le riz importé au Burkina et

¹⁰ Le riz et le blé sont les importations alimentaires de base du Ghana, dont les deux tiers du riz et la totalité du blé sont consommés dans le pays même (Bauer and Mahama, 2009).

¹¹ La production de céréales et de riz a augmenté de 17% et 44% respectivement, entre les saisons agricoles de 2007/2008 et 2008/2009

au Niger coûte de 50 à 60% de plus qu'un an auparavant. La situation est très difficile aussi bien avec les producteurs d'aliments qu'avec les commerçants qui stockent les aliments. Les prix mondiaux des céréales ont chuté à la fin de 2008, mais ils ont commencé à augmenter de nouveau en 2009. La situation du riz – une partie importante de la facture des importations – s'est aggravée à cause de la réduction des exportations des producteurs de riz mondiaux. Les prix élevés des denrées alimentaires ont également des conséquences sur la production de bétail, particulièrement dans le Sahel et dans le nord-est du Nigeria (West Africa Observer, 2009).

La crise alimentaire et énergétique a contribué à la détérioration des finances nationales des pays de l'Afrique de l'Ouest. Au Ghana, par exemple, le déficit budgétaire correspondait à 12 % du PIB, en partie parce que le gouvernement avait dû consacrer des fonds additionnels à l'atténuation de l'impact de la flambée des prix des denrées et de l'essence (Ackah et al, 2009). De plus, l'augmentation des prix alimentaires au niveau mondial s'est reflétée sur les marchés locaux, affectant les prix des aliments produits localement à cause de l'effet de substitution.

Les gouvernements d'Afrique de l'Ouest ont ainsi instauré différentes politiques en réponse à la crise alimentaire – une réduction des impôts sur les aliments de base, des restrictions commerciales, une libéralisation du commerce, des subsides aux consommateurs, une protection et une augmentation des prestations sociales. Les mesures pour augmenter les prestations et pour libéraliser le commerce, par exemple, ont été les plus populaires, alors que les restrictions commerciales et les diminutions de taxes ont été les moins populaires. En outre, il existe des initiatives de la Commission de la CEDA O pour mettre en oeuvre l'Offensive régionale pour la production alimentaire et contre la faim - adoptée par les chefs d'État et les gouvernements en juin 2008. Elle vise notamment à coordonner

les initiatives nationales et régionales et cherche à réduire la volatilité des prix et la sécurité alimentaire nutritionnelle des groupes vulnérables (West Africa Observer, 2009, p. 11) grâce à une croissance rapide et durable de la production alimentaire, la structuration des chaînes de valeur agroalimentaires; et la régulation des marchés. Pour que ces mesures fonctionnent, il est important de résoudre la tension existante en matière de politique alimentaire, c'est-à-dire entre la nécessité d'aliments à bas prix pour les consommateurs, et la garantie, pour les agriculteurs, d'obtenir des prix décentes. Plus important encore, les problèmes liés aux inégalités de genres imprégnant l'agriculture qui vont du contrôle des ressources aux travers politiques, doivent être pris en compte.

3. Les voies de transmission et les impacts de la crise sur les pays d'Afrique de l'Ouest

Il est difficile de distinguer les problèmes causés par la crise des problèmes causés par les enjeux sous-jacents des économies d'Afrique de l'Ouest. Cela complique la discussion sur la récession économique dans la région. De plus, la crise n'est pas terminée et ses impacts n'ont pas fini de se déployer, ce qui fait que la différence entre les impacts à court terme et ceux à long terme n'est pas claire. À cela, s'ajoutent les différences économiques entre les pays¹², ainsi que le manque d'analyses et de données sur les impacts de la crise par genre, et les divergences entre les points de vue théoriques des commentateurs.

Bien que certains analystes considèrent que c'est la fragilité structurelle des économies d'Afrique occidentale qui déterminera vérita-

¹² Par exemple, un pays exportateur de pétrole, tel que le Nigeria, vit la crise très différemment qu'un pays d'Afrique de l'Ouest importateur de pétrole. De surcroît, les prix des biens exportés par le Ghana – l'or et le cacao – n'ont pas autant chuté que ceux du coton et de l'uranium d'Afrique de l'Ouest sahélienne.



blement la façon dont les impacts de la crise se déploieront, d'autres s'attachent à étudier la croissance économique et l'inflation pour adopter la perspective optimiste selon laquelle l'Afrique est mieux préparée pour affronter la crise aujourd'hui qu'elle ne l'aurait été il y a dix ans. Par exemple, l'édition 2009 de Perspectives économiques en Afrique est d'avis que, parce que des réformes politiques macroéconomiques ont été entreprises dans de nombreux pays africains (permettant de renforcer l'équilibre fiscal et de réduire l'inflation), et parce que ceux-ci ont également bénéficié d'importants allègements de dettes et qu'ils ont des taux réduits de ratios d'exportation du service de la dette, ils sont mieux préparés pour faire face aux difficultés à venir. (myjoyonline.com, 2009).

En dépit de ces différences, les analystes s'entendent de plus en plus sur le fait que la crise financière aura probablement plusieurs impacts importants sur les pays africains. Ils ont identifié six axes de répercussions des impacts ou des voies de transmission de la crise vers les pays en développement: le ralentissement de la croissance des exportations résultant de la diminution des volumes exportés et de la chute du prix des produits, la diminution du portefeuille et des investissements étrangers directs (IED) et de capital étranger cher, des pertes liées aux taux de change, la hausse des taux d'intérêt, la baisse des transferts de fonds et de l'aide internationale, puis la diminution du tourisme (McCulloch, 2008; CENUA, 2009; Bauer and Mahama, 2009). En somme, on s'attend à ce que les impacts de la crise sur le secteur financier se fassent sentir sur le marché boursier, les banques et à travers la diminution des investissements directs de l'étranger alors que l'économie réelle, pour sa part, souffrira de la baisse des transferts de fonds, du commerce, de l'aide internationale et du tourisme (Ackah et al, 2009).

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a mené une analyse de risque mondiale et est arrivé à la conclusion que les pays les plus

vulnérables face aux impacts indirects de la crise montrent les caractéristiques suivantes: un haut niveau de transferts de fonds, une forte dépendance au commerce, des réserves de devises internationales faibles, un taux d'IED élevé, un faible taux de change, des comptes courants très déficitaires, une dépendance à l'Aide officielle au développement (AID) et un faible PIB par habitant (PAM, 2009). Tous les pays d'Afrique de l'Ouest partagent ces caractéristiques à des degrés différents. De plus, ils constituent les symptômes structurels qui prédisposent les économies subsahariennes à subir des crises cycliques. Dans la discussion qui suit, nous analyserons les voies de transmission spécifiques de la crise en utilisant les statistiques disponibles de différents pays de la région. Le manque d'espace et de données ne nous permettent pas de discuter de manière plus détaillée les particularités de chaque pays.

Les impacts de la crise à travers les indicateurs économiques

Plusieurs pays ressentent déjà les impacts de la crise qui avaient été prévus précédemment. La croissance économique s'est ralentie dans tous les pays où des chiffres sont disponibles. L'ONU explique que la croissance économique de l'Afrique est tombée à 5,1 % en 2008, alors qu'elle était à 6 % en 2007 – bien qu'elle demeure au-dessus de 5 % pour la cinquième année consécutive, on s'attend à ce que la croissance chute à 4,1 % en 2009 (ONU, 2009)¹³. La crise a également touché les systèmes financiers. Alors qu'on croyait que les pays en voie de développement étaient à l'abri des crises spectaculaires des banques occidentales et des crises du crédit, ils doivent faire face à un problème indirect causé par les investisseurs qui ont commencé à retirer leurs placements des marchés émergents

¹³ Le Fonds Monétaire international prévoit un taux de croissance pour l'Afrique subsaharienne de 3,25%, un taux plus faible que ce qui avait été prévu précédemment de 5,25% (West Africa Observer, 2009).

pour les investir dans des marchés mieux établis qui sont considérés comme étant plus sûrs. Également, certaines banques ont dû faire face au problème de prêts non productifs, un problème qui risque de s'aggraver. Les pays où de nombreuses banques appartiennent à des étrangers, comme le Cap-Vert et la Côte d'Ivoire, sont considérés comme étant vulnérables au rapatriement de ressources vers les sociétés mères et donc à une crise de liquidité. Le bouleversement bancaire est une des raisons à la source de la faible disponibilité du crédit pour les entreprises de toute dimension. Des rapports au sujet de la crise dans la micro finance en Afrique (Bonyo, 2009), par exemple, sont extrêmement préoccupants. Un rapport publié par l'organisme Global Call to Action Against Poverty (GCAP) mentionne que la survie des institutions micro financières (IMF) en Afrique est menacée par des augmentations abruptes de non remboursement des emprunts en raison du faible revenu des débiteurs en période de crise. Ceci a des implications majeures pour les petites et moyennes entreprises qui sont les prêteurs clés et pour nombres d'habitants ruraux qui comptent sur ces institutions comme étant leur seule source de crédit. Le rapport indique que les IMF réagissent en appliquant une approche conservatrice, dont le resserrement du crédit et des politiques de recouvrement, ainsi que du personnel.

On s'attend à ce que les monnaies des pays de la région, tels que le Nigeria, le Ghana, le Sierra Leone, la Mauritanie, le Cap Vert et la Guinée se déprécient entre 13% et 27%, renversant la tendance des dernières années durant lesquelles un phénomène d'appréciation de la monnaie s'était produit. Toutes les données indiquent que les monnaies restent vulnérables à de futures dépréciations. Différents pays subissent actuellement des taux d'inflation à double chiffre. Au Ghana, celle-ci atteignait 20,3% en février 2009. La dépréciation de la monnaie et l'inflation ont contribué à l'augmentation des prix d'aliments et de l'importation du combustible ce qui a de

nombreuses conséquences dans différents secteurs de l'économie. Ainsi, la Bourse nigériane a chuté de 30% depuis mars 2009 (McCulloch, 2008)¹⁴.

La volatilité des prix des produits, qui ont atteint des sommets de 2003 jusqu'à la moitié de 2008 et qui depuis ont fortement chuté, constitue un sérieux problème pour les économies de l'Afrique de l'Ouest. Les prix des matières premières minérales: pétrole, gaz, métaux et de certaines matières végétales comme le café, le coton et le bois, ont diminué et certains de 20% entre 2008 et 2009. Au Ghana, bien que les prix du cacao et de l'or soient, de manière générale, restés élevés en dépit d'une légère baisse du pic des prix en 2008, les recettes des exportations ont été affectées par une baisse drastique des exportations du bois (27%), des produits horticoles et des noix de karité. Les prix du pétrole ont été les plus volatiles, jouissant de gains inattendus et exceptionnels en 2008. La forte chute des prix à partir de la dernière partie de 2008 a créé des difficultés pour l'économie nigériane qui est dépendante des produits pétroliers, 95% de ses recettes de l'exportation proviennent de l'exportation du pétrole brut. Cette baisse a apporté, toutefois, un certain soulagement à la plupart des économies ouest-africaines, qui sont importatrices de pétrole (West Africa Observer, 2009; CENUA, 2009). En outre, le taux de croissance des exportations a également chuté, aggravant ainsi la diminution des recettes des exportations. Les montants qui s'ajoutent au service de la dette et les déficits budgétaires élevés exercent une pression sur le remboursement du solde.

¹⁴ D'autres statistiques se présentent bien plus dramatiques. La chute du marché boursier de la Bourse du Nigeria a été estimée à 60% (soit une diminution de 12 600 milliards de nairas à 4 520 milliards de nairas) entre mars 2008 et mars 2009. Rien qu'en janvier 2009, les investisseurs ont perdu 2 800 milliards de nairas, ce qui a provoqué la démission des gestionnaires de l'ESN. D'autres bourses ayant subi un déclin sont la Bourse du Ghana et de l'UEMOA (Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest) et la bourse régionale d'Abidjan (West Africa Observer, 2009, p. 6).



Tous ces facteurs créent de graves répercussions sur la capacité des pays à amortir la dette et à payer les importations. De plus, ils constituent un risque pour la viabilité des entreprises nationales et des banques, la production et l'emploi (CENUA, 2009). Ils affectent également les dépenses publiques liées aux salaires et aux programmes sociaux (Bauer and Mahama, 2009; West Africa Observer, 2009). Afin de réduire son déficit, le Ghana est retourné sous la tutelle du FMI et a dû accepter son régime de conditionnalités politiques qui auront une incidence sur ses choix politiques pour répondre à la crise. Le gouvernement nigérian a réduit son budget pour 2009 en réponse à la diminution du prix du pétrole, ce qui devrait affecter les investissements dans l'éducation, l'électricité et l'infrastructure. Les recettes publiques ont également subi des pertes à cause de l'effondrement du cours des actions dans les banques nigérianes. La disponibilité du crédit pour les entreprises privées a diminué et est à l'origine de la congestion dans les ports nigériens et des pénuries de certains produits importés (ONU, 2009; Barret, 2009).

L'IED, en particulier dans le secteur minier, n'a pas été affecté de façon drastique. Contrairement aux tendances mondiales, l'IED a augmenté en 2008 pour atteindre plus de 60 milliards de dollars. Cependant, la plupart de ceux-ci ont été destinés au secteur minier. Des investissements se poursuivent pour exploiter le pétrole nigérian offshore et des nouveaux accords ont été signés pour exploiter l'uranium au Niger et le minerai de fer au Liberia. Des investissements arabes se poursuivent également dans le domaine des infrastructures, des télécommunications et dans le secteur bancaire, et ce, dans tous les pays de la région et spécialement au Sénégal, au Nigeria et au Ghana. Aussi, plusieurs fonds souverains interviennent dans leur pays d'origine pour soutenir la chute de la bourse, entre autres (West Africa Observer, 2009).

Les transferts de fonds sont particulièrement importants pour le Sénégal, le Nigeria, la Sierra Leone et le Togo, ils ont représenté environ 5% de leur PIB en 2007. En ce qui concerne le Cap Vert, le Liberia et la Gambie, les transferts de fonds représentent plus de 10% du PIB. Près des trois quarts des transferts de fonds reçus en Afrique de l'Ouest sont destinés au Nigeria et 1/12 au Sénégal. Par conséquent, ce sont ces pays qui seraient les plus touchés par une diminution des transferts de fonds. Le Sénégal, par exemple, devrait perdre 10% de ses transferts de fonds (West Africa Observer, 2009). Des preuves anecdotiques et quelques statistiques le prouvent. Des pays comme le Ghana, sont également affectés. Une entreprise de transferts de fonds a enregistré une augmentation allant de 4,8 millions USD en janvier 2008 pour atteindre 8 millions USD en octobre 2008, et ensuite une baisse à 6,8 millions de dollars en janvier et 6 millions de dollars en février 2009 (Ackah, 2009). Selon le gouverneur de la Banque centrale du Ghana, les transferts internes à travers les banques pendant le premier trimestre 2009 – à des organisations non-gouvernementales, des ambassades, des fournisseurs de services et aux particuliers – ont connu une baisse de 7,3 % par rapport à la même période en 2008. Les transferts de fonds aux ménages représentent en moyenne 5% de leurs revenus au Ghana. L'enquête sur le niveau de vie au Ghana (Ghana Living Standards Survey) a montré que les foyers bénéficiant de transferts de fonds internationaux ont le niveau de dépense le plus élevé par habitant et les niveaux de pauvreté les plus faibles (Adams et al, 2008). Étant donné l'importance des transferts de fonds pour de nombreuses familles – pour l'éducation des enfants, pour compléter les frais de subsistance et pour investir dans un logement ou dans une petite entreprise – les conséquences de leur baisse sont graves.

Les impacts négatifs sur les flux de l'aide promise ne se sont pas encore fait ressentir. Toutefois, on craint que les promesses de dépenses et les engagements futurs soient revus,

car les flux de l'Aide publique au développement (APD) tendent à diminuer en période de crise. Parmi les 23 pays africains fortement pressentis à subir une diminution de l'APD, un certain nombre font partie de la région de l'Afrique de l'Ouest – le Liberia, le Sierra Leone et la Guinée Bissau. Ces pays ont reçu des flux d'APD entre 2000 et 2007 qui représentent en moyenne 44,7% et 34,1% de leur revenu national brut. D'autres pays dont la Mauritanie, le Cap Vert, la Gambie, le Niger, le Mali, le Burkina Faso et le Ghana, ont reçu durant la même période une moyenne d'APD d'environ 16,5% et 11,6% (CENUA, 2009).

Les femmes seront touchées de diverses manières par rapport aux hommes, directement et indirectement par ces transmetteurs de la crise financière mondiale. Nous discuterons, dans le prochain point, de ces effets de la crise dans deux domaines principaux: les moyens de subsistance et le développement social.

4. La crise et les moyens de subsistance des femmes en Afrique de l'Ouest

L'un des impacts de la crise attendus en Afrique est la stagnation de la croissance de l'emploi, des taux de chômage plus élevés et une croissance du travail informel (ONU, 2009). La compression du marché du travail touchera davantage les femmes en raison de leurs compétences et de leur manque de temps, mais aussi à cause de la discrimination historique des femmes face à l'emploi. Selon la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, il est prévu que la crise ait des conséquences sur l'emploi, car les entreprises devront réduire leur production ou devront fermer des usines. Sur base des estimations de l'OIT, le taux de chômage en Afrique devrait augmenter de 0,6% par rapport aux 7,9% de 2008. Cela représente 3 millions de chômeurs en plus. Les taux de chômage ont toujours été, de manière géné-

rale, plus élevés pour les femmes et il est fort probable que ce schéma reste inchangé.

La situation de l'emploi a des répercussions sur la capacité de charge et la capacité de création d'emplois décents dans une économie parallèle déjà surchargée. Généralement ce sont les secteurs de survie de l'économie parallèle qui se développent en temps de crise, qui sont des espaces occupés principalement par des femmes. Comme mentionné ci-dessus les impacts de la crise ne sont pas uniformes à travers et au sein même des pays, certains groupes souffrent plus que d'autres.

Compte tenu de la volatilité des exportations de marchandises, les ménages impliqués dans la production pour l'exportation sont susceptibles de subir des impacts négatifs. En Afrique de l'Ouest, on compte les agriculteurs impliqués dans la production de cacao, d'huile de palme, de coton et de produits horticoles, tels que des fruits et des épices et les personnes impliquées dans la collecte des noix de karité. En outre, les ménages qui dépendent des revenus des travailleurs du bois, de l'exploitation minière et du tourisme sont aussi affectés. À l'exception du karité, ces secteurs sont contrôlés par des entrepreneurs et des employés masculins, qui jouissent de revenus plus élevés et de niveaux inférieurs de pauvreté par rapport à d'autres secteurs. Toutefois, ils sont aussi confrontés à des licenciements et à des réductions de leurs revenus. Leurs propres foyers et les foyers qui dépendent de leur soutien seront aussi affectés. Une petite minorité de femmes qui produisent de manière indépendante du coton, du cacao et d'autres produits agricoles pour l'exportation sont plus vulnérables face aux impacts négatifs de la récession parce qu'elles opèrent à une plus petite échelle et subissent donc plus de contraintes de production comme l'accès à la terre et à l'exploitation de celle-ci, elles seront donc plus durement touchées si les prix des produits de base ne se redressent pas dans un avenir proche.



Les cueilleurs de noix de karité en Afrique de l'Ouest ainsi que ses transformateurs et ses négociants forment une catégorie à part. Elle est en majorité composée de femmes, et souvent parmi les plus pauvres dans leurs communautés. Le karité est un arbre du Sahel ouest-africain par excellence sur lequel poussent des noix sauvages qui sont cueillies par les femmes qui, ou bien les vendent ou bien les transforment avant de les vendre pour relever leurs revenus. Le karité pousse dans 18 pays qui représentent une étendue d'environ 5 000 kilomètres, de la Guinée aux savanes boisées du Sahel¹⁵. Les pays qui produisent le plus de karité sont également parmi les plus pauvres au monde (Elias et Carney, 2007). Le Burkina Faso a la plus forte concentration de karité, celui-ci couvre environ un quart de son territoire national et c'est le premier exportateur de l'Afrique de l'Ouest, avec une production annuelle estimée à 850 000 tonnes (Harsch, 2001; Elias et Carney, 2007). Le karité représente une part substantielle des revenus des femmes rurales. Ce revenu est saisonnier, toutefois, il coïncide avec la dure saison de disette comprise entre mai et août. Le karité contribue à atténuer l'insécurité alimentaire saisonnière¹⁶. Alors que le marché ouest-africain consomme la plus grande partie du beurre¹⁷, avant la crise, les exportations vers l'Europe -où il est utilisé pour le chocolat et les cosmétiques- étaient florissantes. La réduction drastique des prix du karité sur le marché international se fait ressentir en Afrique de l'Ouest. Les baisses de prix au Ghana sont estimées entre 50% et 75% et les femmes ont noté l'absence d'entreprises pour acheter leur karité au sein de leurs communautés (Bauer et Mahama, 2009). La situation au Burkina Faso, au Mali et dans d'autres pays producteurs de karité de l'Afrique de l'Ouest est susceptible de s'aggraver. La situation du karité a des conséquences supplémentaires en raison de la pauvreté des femmes qui ne sont pas traditionnellement impliquées dans la culture de rente.

Parmi les petits exploitants agricoles d'aliments, les agricultrices sont les plus exposées aux effets les plus graves de la crise. Ces femmes qui travaillent dans des exploitations familiales en échange d'entretien sont susceptibles de recevoir moins de soutien dans le futur. Théoriquement, les hausses brutales des prix des denrées alimentaires devraient bénéficier les agricultrices. Toutefois, les prix fixés par les exploitants ont toujours été inférieurs aux coûts de production en raison de la surabondance de la production et à l'incapacité des agriculteurs à stocker les aliments jusqu'à ce que les prix augmentent à nouveau. Un ensemble de facteurs dont des besoins urgents d'argent, la hausse du coût des matières et du crédit, le manque de stockage adéquat et l'existence d'alternatives à leurs produits à l'intérieur et à l'extérieur des frontières, les handicapent.

Les femmes rurales sont principalement responsables de la transformation des aliments et de leur distribution, en plus de leurs activités agricoles et de cueillette. Elles traitent soit leur propre production et celle de leurs maris, ou elles achètent des produits pour les traiter. Elles transforment, entre autres, le manioc en garri et atiéké¹⁸ dans plusieurs pays

¹⁵ Cette région de l'Afrique de l'Ouest comprend le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, le Ghana et le Togo.

¹⁶ Une étude récente au Ghana a révélé que la collecte et le traitement des noix de karité contribuent à un tiers du revenu des femmes dans les secteurs d'exploitation du karité. On estime qu'entre 300 000 et 400 000 femmes au Burkina seulement sont impliquées dans la production et le commerce des noix (Harsch, 2001).

¹⁷ Le Karité est surtout utilisé comme huile comestible, mais aussi en pommade pour le corps et les cheveux, pour des crèmes médicamenteuses, dans la fabrication artisanale et industrielle de savon et pour le tannage et le séchage du tabac dans la région. Il sert aussi comme combustible pour produire de la lumière, il peut être appliqué sur les instruments de musique, utilisé pour la préparation des cadavres avant l'inhumation et est utilisé pour la médecine humaine et vétérinaire à cause de ces propriétés antibactériennes et comme cosmétique pour protéger la peau contre la sécheresse du climat de la savane (Chalfin, 2004).

¹⁸ Des aliments de base importants au Nigeria, au Bénin, au Togo, au Ghana et en Côte d'Ivoire.

de la région, en particulier au Nigeria, au Bénin, au Ghana et en Côte d'Ivoire, et elles traitent l'huile de palme et le coprah au Nigeria, au Ghana et en Côte d'Ivoire. La baisse de la demande internationale et des prix des huiles alimentaires a un impact négatif sur les revenus des femmes provenant de la transformation. Le travail des femmes dans l'industrie de l'horticulture en tant que cultivatrices a également été touché et s'est traduit par une baisse des postes de travail et des salaires.

Le travail des femmes dans l'économie parallèle urbaine se compose essentiellement du commerce et des services d'artisanat, par exemple, la couture, la coiffure et la teinture de tissus. Même si le milieu urbain compte des moyens de revenus variés – travail indépendant, petit commerce, transferts de fonds et travail occasionnel – les femmes ont accès à une variété d'activités économiques beaucoup plus limitées que les hommes. Elles sont prédominantes dans les secteurs de survie de l'économie parallèle et moins bien représentées dans les entreprises en croissance. Leur situation peut se traduire par une faible base de capital, de faibles revenus, et l'insécurité persistante de leurs moyens de subsistance (Tsikata, 2009). Leur situation est susceptible de devenir encore plus précaire et peu sûre, vu que de nouveaux cas de sous-emploi pourraient se développer au fur et à mesure que la crise s'aggrave. Ceci est la conséquence de la perte des revenus urbains et est susceptible d'affecter la demande pour leurs produits et services, y compris la nourriture (Bauer et Mahama, 2009).

La détérioration des conditions d'octroi du crédit rendra la situation des femmes, dans le travail informel, encore plus difficile. Beaucoup de femmes, qui ont dû s'appuyer sur le microcrédit, avec toutes ses limitations, pourraient être affectées par le tarissement du crédit, dû au resserrement de celui-ci en aval. Cela est susceptible d'affecter les commerçants, les petits prestataires de services,

les artisans et les agriculteurs. À court terme, les commerçants du Ghana semblent plus préoccupés par les coûts élevés des marchandises, par l'effondrement de la demande des consommateurs et par les difficultés de recouvrement de la dette que par le crédit (Bauer et Mahama, 2009).

La hausse des prix alimentaires et du carburant est particulièrement difficile pour les ménages à faible revenu. Les personnes vivant en situation de pauvreté dans les villes de certains pays de la région dépensent près de 70% de leurs revenus pour l'alimentation et ce pourcentage permet désormais d'acheter moins d'aliments par rapport à l'année précédente. L'implication des femmes dans la production alimentaire, la distribution, les achats et la cuisine les met dans une situation de vulnérabilité face à la hausse des prix alimentaires. Elle affecte leurs revenus, leur pouvoir d'achat et fait peser sur elles la charge de l'élaboration de stratégies d'adaptation. Déjà, des groupes de discussion au Ghana avaient noté une baisse dans la qualité et la quantité des aliments consommés, qu'il s'agisse d'une augmentation des glucides et une réduction des protéines ou de manger moins de grains et la réduction du nombre de repas ou la quantité de la nourriture servie à chaque repas (Bauer et Mahama, 2009). Une mauvaise alimentation, même si elle ne dure qu'un an, est préjudiciable pour les femmes en âge de procréer, en particulier lorsqu'elles sont enceintes ou qu'elles allaitent. Elle est également dommageable pour leurs enfants, dont le mauvais état de santé dû à la mauvaise alimentation cause des problèmes supplémentaires à leurs mères. Il est prévu que l'éducation, la santé et les transports seront touchés par les hausses des prix alimentaires (Bauer et Mahama, 2009). Lorsque l'on parle des transferts de fonds dans le contexte de la crise on a tendance à croire qu'il ne s'agit que de transferts provenant de l'étranger. Toutefois, les transferts de fonds circulant à l'intérieur des frontières nationales sont tout aussi affectés, en particulier ceux destinés



aux foyers pauvres (PAM, 2009, Bauer et Mahama, 2009). La diminution des transferts de fonds est susceptible d'aggraver les problèmes de consommation au sein des foyers, en particulier ceux dirigés par une femme.

Le recul de la croissance économique et des recettes publiques a des conséquences dans la capacité à faire face aux engagements principaux de la politique sociale et cela a une répercussion négative sur les ménages et leurs membres. Les réductions budgétaires en réaction à la crise auront une influence sur l'éducation et sur la fourniture de soins et il est probable que les bénéfices du développement social acquis par les femmes soient affectés. Les programmes de sécurité tels que les transferts d'argent, la nourriture en échange du travail, les travaux publics, l'assurance santé et l'éducation de base gratuite - bien que plus nécessaire que jamais - pourraient diminuer si la coupure de l'APD a lieu. Ceci est dû au fait que la plupart des pays africains dépendent de l'aide financée par des programmes de protection sociale.

5. Regard vers l'avenir: comment promouvoir la reprise économique de l'Afrique occidentale suite à la crise

Des changements fondamentaux dans le modèle de développement sont nécessaires pour remédier aux effets de la crise mondiale afin de favoriser le développement de l'Afrique de l'Ouest. Le rétablissement des objectifs politiques actuellement en suspens, tels que la sécurité alimentaire, la création d'emplois décents et l'équité dans la répartition des revenus est également nécessaire. Le redressement requiert une souveraineté politique pour les gouvernements de la région de l'Afrique de l'Ouest. Jusqu'à présent, toutefois, les réponses politiques à la crise ont été timides et décevantes. Depuis que la crise mondiale a éclaté, les ministres des finances africains ne se sont rencontrés que deux fois pour discuter des approches à adopter

face à celle-ci. Leurs résolutions, bien qu'utiles dans certaines régions, ont surtout réaffirmé le modèle économique néolibéral, qui est fortement impliqué dans la crise actuelle. Ces résolutions insistent sur le fait que la libéralisation économique est la clé pour résoudre la crise ainsi que l'adoption de nouveaux instruments mis en place par les institutions financières internationales (IFI). Bien qu'un programme de diversification économique et d'intégration régionale soit nécessaire, celui-ci doit être mis en oeuvre dans un cadre de politiques macro-économiques prudentes et les gouvernements sont exhortés à abandonner leurs tendances protectionnistes. Ce sont, au final, les éléments nécessaires au maintien d'un modèle néolibéral de développement.

Les pays ouest-africains prennent des mesures qui diffèrent d'un pays à l'autre et qui dépendent de la quantité de devises en réserve qu'un pays possède et donc de son degré d'autonomie politique et économique. La capacité des économies non pétrolières d'Afrique à adopter des mesures dites contre-cycliques et des plans de relance budgétaire est très limitée (CENUA, 2009, p. 8). Les mesures importantes consistent à injecter de l'argent dans les marchés de la zone CFA; à baisser les taux d'intérêt au Nigeria; à recapitaliser les banques nationales (Mali), à appliquer des mesures de relance budgétaire au Cap-Vert et au Nigeria, à imposer des restrictions budgétaires (Bénin, Nigeria et Ghana), à implanter des mesures de politique commerciale (Liberia et au Mali), et à mobiliser des ressources nationales (Burkina Faso, Cap-Vert et Sénégal) (CENUA, 2009).

Les analystes ont fait savoir que le recours aux mécanismes du marché pour résoudre cette crise serait une répétition des erreurs politiques des années 1980. Au lieu de cela, un ensemble de politique qui combinent l'intervention du gouvernement et des mécanismes de marché serait plus utile (Ajakaiye, N'Zué et Kulundu, 2008, p.16).

Jusqu'à présent, les résolutions des ministres des finances africains et une grande partie des analystes de la crise ne s'étaient pas prononcés sur les impacts que celle-ci a sur les groupes sociaux qui souffrent de la négligence politique depuis plusieurs décennies déjà, comme ceux constitués par les femmes. Les premiers efforts pour lutter contre la crise devraient se centrer sur la protection et le renforcement des moyens de subsistance des citoyens de l'Afrique de l'Ouest, des moyens durables, équitables entre hommes et femmes et qui promeuvent le développement de la sous-région. Ils doivent permettre d'identifier les politiques qui aideront des groupes particuliers - les agriculteurs vivriers, les petits commerçants, les petits artisans et les prestataires de services ainsi que leurs employés - afin de maximiser leurs activités productrices et d'augmenter leur capacité d'action dans le but de promouvoir l'accumulation, la croissance et la création d'emplois.

L'Union européenne (UE) fait pression sur les pays d'Afrique de l'Ouest pour qu'ils signent des Accords de partenariat économique (APE), ce qui représente une menace imminente pour les initiatives africaines. Compte tenu des incertitudes économiques engendrées par la crise mondiale, il n'est pas prudent que les gouvernements concluent des accords qui réduisent leur marge de manoeuvre pour élaborer des politiques favorables à leur reprise et à leur développement à long terme. Les ministres des finances africains ont demandé un moratoire sur le service de la dette et la suppression des conditionnalités de l'Aide qui empêchent de proposer des solutions innovantes à la crise. Ceci est un appel important, car les institutions financières internationales et les donateurs bilatéraux ont traditionnellement utilisé la dette et l'Aide pour imposer des politiques impopulaires en Afrique. L'espace politique promis aux Africains disparaît rapidement, alors que l'Europe et l'Amérique se concentrent sur la crise financière mondiale. Les gouvernements du Ghana, du Nigeria et du Burkina Faso, entre

autres, poursuivent des politiques et des mesures d'austérité visant à réduire les dépenses de l'État sous la tutelle de la résurgence du FMI en tant que « grand médecin » des pays affectés par les impacts de la crise. Ceci est paradoxal, étant donné que les discussions dans les capitales du Nord font référence à des plans de relance et au cautionnement astronomique des entreprises accompagnés de mesures visant à atténuer la souffrance des familles. Alors qu'il devrait être ainsi, sauf pour le Nigeria, quelques pays d'Afrique de l'Ouest ont des réserves suffisantes pour financer un plan de relance (Makombe, 2009), la conjoncture actuelle n'est pas propice à l'austérité des budgets.

Il est nécessaire d'avoir une vision large de la restructuration économique pour aider à réaliser une transition agraire qui permette de remplacer la monoculture de la région par des économies mixtes. La clé de cela serait de renforcer les secteurs productifs et de créer du travail décent, qui soit équitablement réparti entre les centres ruraux et urbains, entre régions, et entre les différents groupes sociaux, en particulier entre les hommes et les femmes. Surmonter la ségrégation du marché du travail est essentiel et un moyen d'y parvenir passe par la reconnaissance de l'importance des activités de reproduction.

Ce cadre devrait constituer une bonne base pour certaines des recommandations issues de la littérature sur la crise, notamment les investissements publics dans les infrastructures, la production alimentaire, l'énergie et le développement social et des secteurs sociaux comme la santé et l'éducation (Seguino, 2008; McCulloch, 2008; Ajakaiye et al, 2008; Nations Unies, 2009; Makombe, 2009). Les pays d'Afrique de l'Ouest devraient mettre en oeuvre l'engagement pris par les gouvernements africains dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) afin de consacrer au moins 10% des budgets nationaux à l'agriculture et au développement rural. Ces investissements



viseraient à accroître le rendement des producteurs vivriers, à diversifier les produits d'exportation et à créer un marché intérieur ouest-africain viable pour les biens et services. Notamment en ce qui concerne l'agriculture, les politiques devraient privilégier les segments de l'économie où les femmes prédominent, afin de corriger des décennies de négligence politique coûteuses. En ce sens, le potentiel des produits tels que le karité doit être reconnu et soutenu par des investissements substantiels, tout en empêchant le monopole de celui-ci par des sociétés transnationales et des entreprises nationales dominées par les hommes.

Lors du traitement des impacts de la crise du crédit, les politiques devraient cibler les producteurs de l'économie parallèle, particulièrement les femmes. Les réformes du secteur financier devraient veiller à ce que les petits producteurs puissent accéder au crédit des institutions formelles avec un accès plus important aux ressources afin que les prêts puissent les aider à améliorer leur productivité et l'ampleur de leurs opérations de manière significative. Cela devrait comprendre la mobilisation des ressources nationales pour accroître les recettes publiques et l'espace politique pour le développement, ainsi que l'approvisionnement des ressources pour le secteur privé et le développement local.

La lutte contre la segmentation du travail et le soutien à l'économie des soins devrait constituer une des priorités clés du programme de réforme économique. La réforme de la sécurité et de la protection sociale devrait avoir pour objectif de viser la couverture universelle afin de supprimer la nécessité d'instruments ciblés, tels que les transferts en espèces à long terme. La crise mondiale devrait devenir une opportunité pour la révision des politiques économiques et sociales.

Les États ont un rôle important à jouer dans le développement économique. Beaucoup d'analystes écrivent sur le retour à la notion

de l'État développeur dans le cadre des efforts visant à corriger la dépendance excessive aux solutions du marché. Ces solutions du marché, qui n'ont pas réussi à remplir de grands objectifs de développement, ont au contraire contribué à aggraver des inégalités des revenus et des indicateurs de développement. Les choix politiques doivent inciter à un dialogue civique et à l'expansion des espaces démocratiques. Jusqu'à présent, les gouvernements n'ont pas impliqué les citoyens dans les discussions sur les réponses politiques à la crise. Au lieu de cela, les ministres des Finances et d'autres technocrates politiques ont pris le devant de la scène, créant un terrain favorable aux réponses superficielles.

La pierre angulaire de tous ces efforts devrait être la promotion de l'intégration régionale avec toutes ses implications. Les échanges intra-régionaux devraient constituer une priorité, par exemple. Une région ouest-africaine intégrée, libre de conflits et prospère, dans laquelle les productrices et les prestataires de services pourraient travailler librement aux côtés des hommes dans un environnement politique favorable, qui permette de promouvoir le potentiel productif des entreprises et qui favorise la création d'emplois décents, l'équité du revenu et la sécurité sociale pour tous, constitue une vision légitime, surtout en ces temps mouvementés.

Références

Ackah, C.G., Bortei-Dorku Aryeetey, E. et Aryeetey, E. (2009) « Global Financial Crisis Discussion Series: Paper 5-Ghana » Londres : Overseas Development Institute (ODI).

Ministres africains des Finances (2008) « Communiqué de la réunion des ministres africains des Finances et du Plan et des Gouverneurs des banques centrales africaines » 12 novembre 2008.

Ajakaiye, O., N'Zue et Kulundu, D.M. (2008) « Global Financial Crisis: Impact on African Economies and Possible Responses » dans *Voices From the South: The Impact of the Financial Crisis on Developing Countries*, novembre, Sussex : Institute of Development Studies, pp. 15-18.

Barret, L. (2009) « Nigeria's economic meltdown: Serving whose interest? » 26 février 2009, consultable sur <http://www.sunnewsonline.com/webpages/columnists/other%20side/lindsay-26-feb-2009.htm>

Bauer, J-M. And Mahama, A. (2009) *Assessing the Impacts of the Global Economic and Financial Crisis on Vulnerable Households in Ghana*, première version du document, avril 2009.

Bonyo, J. 2009. *Africa: MFIs Face Collapse as Financial Crisis Bites*, *The East African*, 22 juin 2009, consultable sur <http://www.theeastafrican.co.ke>

Chalfin, B., (2001); *Border Zone Trade and the Economic Boundaries of the State in North-East Ghana*, *Africa: Journal of the International African Institute*, Vol. 71, No. 2, *Markets in a New Era*, pp. 202-224, Edinburgh University Press.

Elias, M., and Carney, J., (2007); *African Shea Butter: A Feminized Subsidy from Nature*, *Africa: Journal of the International African Institute*, Vol. 77, No. 1, *Nature as Local Heritage in Africa*, pp. 37-62 Edinburgh University Press.

Ezekwesili, O.K. (2009) « The Urgency of Harnessing Africa's Natural Resources to Fight Poverty » Banque mondiale : Banque mondiale, Région africaine.

Fallon, P.R. et Lucas, R.E.B. (2002) "The Impact of the Financial Crises on Labor Markets, Household Incomes, and Poverty: A Review of Evidence" *The World Bank Research Observer* Spring, Vol. 17(1): pp. 21-45.

« Global economic crisis dims Africa's prospects: Report » 12 mai 2009, consultable sur <http://news.myjoyonline.com>.

« Global: Helping fragile states survive financial crisis », consultable sur www.irinnews.org/report

Harsch, E., (2001); *Making Trade for Poor Women: Villagers in Burkina Faso Discover an Opening in the Global Market*, *Africa Recovery*, Vol. 15, No. 4, December, pp.6.

Fonds monétaire international (FMI) « The State of the Nigerian Economy » consultable sur www.waado.org

Institute of Development Studies (IDS) (2008) « The Impact of the Global Financial Crisis on Developing Countries; Summary » dans *Voices From the South: The Impact of the Financial Crisis on Developing Countries*, novembre, Sussex : Institute of Development Studies.

Kamata, N. (2009) « Imperial Projects and the Food Crisis in the Periphery » *Pambazuka News*, numéro 433, 21 mai 2009, consultable sur <http://pambazuka.org>.

Kolawole, S. (2008) « Nigeria: Seeing no Obvious Evil » dans *Voices From the South: The Impact of the Financial Crisis on Developing Countries*, novembre, Sussex : Institute of Development Studies.



Makombe, K. (2009) « Africa: African Women Worst Affected by Global Economic Crisis » 6 mai 2009, consultable sur <http://allafrica.com/> ou www.africafiles.org/article.

McCulloch, N. (2008) « Analysis One: Policy Options » dans *Voices From the South: The Impact of the Financial Crisis on Developing Countries*, novembre, Sussex : Institute of Development Studies : pp. 5-8.

McCulloch, N. (2008) « Analysis Two: Views from the South: An Overview » dans *Voices From the South: The Impact of the Financial Crisis on Developing Countries*, novembre, Sussex : Institute of Development Studies : pp. 9-11.

Seguino, S. (2008) « The Global Economic Crisis, Its Gender Implications, and Policy Responses » dans *World of Work* Genève : Organisation internationale du travail.

« The global financial crisis is on everyone's lips » AfricanPress, 10 mai 2009, consultable sur <http://africanpress.com>

Tsikata, D. (2008) *Informalization, the Informal Economy and Urban Women's Livelihoods in Sub-Saharan Africa since the 1990s*, dans Razavi S. (ed) *The Gendered Impacts of Liberalization: Towards "Embedded Liberalism"?* Routledge, Londres.

Secrétariat de la CNUCED (2009) « La crise économique mondiale : défaillances systémiques et mesures correctives multilatérales » Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, New York et Genève : Nations Unies.

Secrétariat de la CNUCED (2008) « Recent Commodity Market Developments: Trends and Challenges » Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, décembre TD/B/C.I/MEM.2./2, New York et Genève : Nations Unies.

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique - CENUA, 2009, *The Global Financial Crisis: Impact, Responses and Way Forward*, Meeting of the Committee of Experts of the 2nd Joint Annual Meetings of the AU Conference of Ministers of Economy and Finance, ECA Conférence des Ministres des Finances, de la planification et du développement économique, Le Caire, Egypte, 2-5 juin.

Nations Unies (2009) « Situation et perspective de l'économie mondiale 2009 » New York et Genève: Nations Unies.

West Africa Observer, de janvier à mars 2009, SWAC/OECD

West Africa Observer, d'avril à juin 2009 (b), SWAC/OECD

L'impact de la crise sur les droits des femmes: les perspectives sous-régionales

ARTICLES SOUS-RÉGIONAUX

Article 1 Amérique latine

Les impacts de la crise économique sur l'égalité des genres.

Par Alma Espino et Norma Sanchís

Article 2 Caraïbes

L'impact de la crise économique sur les femmes dans les Caraïbes.

Par Rhoda Reddock et Juliana S. Foster

Article 3 Asie

L'impact de la crise économique sur les femmes dans l'Asie en développement.

Par Jayati Ghosh

Article 4 Îles du Pacifique

L'impact de la crise économique mondiale sur les femmes des Îles du Pacifique: un aperçu.

Par Karanina Sumeo

Article 5 Asie Centrale

L'impact de la crise économique sur les femmes en Asie Centrale.

Par Nurgul Djanaeva

Article 6 Afrique de l'Ouest

La crise financière mondiale et les femmes en Afrique de l'Ouest: Le développement des impacts et les politiques de réponse

Par Dzodzi Tsikata

Article 7 Europe de l'Ouest

L'impact de la crise financière sur les femmes en Europe de l'Ouest.

Par Wendy Harcourt

Article 8 Europe Centrale et de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes d'Europe Centrale et de l'Est

Par Ewa Charkiewicz

Article 9 États-Unis d'Amérique

L'impact de la crise économique sur les femmes aux États-Unis

Par Rania Antonopoulos et Taun Toay

Article 10 Afrique de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes en Afrique de l'Est.

Par Zo Randriamaro